



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

N° DCL-BRENV- 2025-363-2

SARP CENTRE EST

Siège administratif :

Rue des Frères Lumière

ZI sud Les Bouttières

71 000 MÂCON

Site d'exploitation

306 Chemin de la Croix-Saccard

71 000 MÂCON

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.516-1, et R.515-58 à 84 ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite Directive IED ;

Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 10 août 2018 (publiée au JOUE du 17 août 2018) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-002270 du 2 juin 2009, modifié par les arrêtés de prescriptions complémentaires no 2014192-0025 du 11 juillet 2014 et DCL/BRE/2017/79/1 du 20 mars 2017 ;

Vu le rapport de base remis par l'exploitant par courrier en date du 5 mai 2015 et complété le 4 avril 2016 ;

196 rue de Strasbourg

71021 Mâcon Cedex 9

Tél : 03 85 21 81 00

pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr

www.saone-et-loire.gouv.fr

Vu le dossier de réexamen dans sa version du 15 juillet 2019, remis par courrier en date du 13 septembre 2019 et complété par courriel en date du 30 juin 2022 ;

Vu le rapport d'instruction valant rapport de complétude et de régularité du 4 septembre 2025 établi par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sur la demande précitée ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté et reçues par courrier le 21 octobre 2025 dans le cadre de la procédure de contradictoire ;

Considérant que l'activité de traitement de déchets de l'exploitant relève notamment de la rubrique IED principale 3550 et à ce titre couverte par les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT – Waste Treatment) qui lui sont applicables ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen susvisé permettent de se conformer aux MTD et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

Considérant que ces MTD sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

Considérant qu'il convient tout de même de mettre à jour la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques IED et de la nomenclature ICPE, mais également de préciser les dispositions relatives à la cessation d'activité et remise en état du site, à la surveillance des sols et des eaux souterraines et au réexamen périodique ;

Considérant que l'article R. 515-60 du code de l'environnement impose la surveillance des effets de l'installation dans les eaux souterraines à une périodicité minimale de 5 ans ;

Considérant que l'article R. 515-60 du code de l'environnement impose la surveillance des effets de l'installation dans les sols à une périodicité minimale de 10 ans ;

Considérant que l'arrêté du 2 février 1998 susvisé prescrit l'implantation de trois piezomètres au moins dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés pour la surveillance des eaux souterraines ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L. 515-29-I du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - Mise à jour de la situation administrative

L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 susvisé :

« Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au traitement des déchets (document BREF « WT »). »

Article 2 - Cessation d'activité / remise en état

Les alinéas suivants sont ajoutés à la fin de l'article 1.6.6 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 susvisé :

« En outre, les dispositions spécifiques du code de l'environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 VIII, MTD reprise au I, point 8 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé. »

Article 3 - Réexamen périodique

À la suite de l'article 2.7.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 susvisé est inséré l'article 2.7.3 suivant :

« Article 2.7.31 Réexamen périodique

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1 du présent arrêté. »

Article 4 - Conformité au dossier

L'intitulé de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 susvisé est modifié pour devenir :

« Conformité aux dossiers (notamment dossier de demande d'autorisation et dossier de réexamen) et modifications ».

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du premier paragraphe de l'article :

« L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD et des conclusions du BREF WT. »

Article 5 - Surveillance du sol et des eaux souterraines

L'intitulé de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 susvisé est modifié pour devenir :

« Surveillance du sol et des eaux souterraines »

Les prescriptions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2009 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 9.2.3.1. Surveillance des eaux souterraines »

« Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est constitué par les trois piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3 figurant sur le plan joint en annexe au présent arrêté. Les analyses portent sur les paramètres suivants :

Autosurveillance assurée par l'exploitant	
Paramètres	Périodicité de la mesure
Cyanure totaux	Semestrielle (basses eaux et hautes eaux)
Cuivre	
Fer	
Zinc	
Aluminium	
Chrome	
Nickel	
Manganèse	
Plomb	
Hydrocarbures totaux	

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement, ainsi que les paramètres suivants : pH, oxygène dissous, potentiel d'oxydoréduction, température, conductivité.

Le suivi des niveaux piézométriques est réalisé en cotes nivelées (NGF) et donne lieu à la réalisation d'une carte piézométrique lors de chaque campagne de mesure. Les résultats d'analyse des eaux souterraines sont transmis par voie électronique sur le portail GIDAF :

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf>

Ils sont accompagnés d'un graphe récapitulatif, par piézomètre, des niveaux relevés sur la plus grande période possible et suivant les paramètres évolutifs.

Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Tout piézomètre non utilisé doit être rebouché de manière étanche, afin d'éviter l'éventuel transfert à travers celui-ci d'eau entre les aquifères superposés.

Lorsque les points de prélèvement sont localisés hors du site, sur des propriétés, publique ou privée, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 9.2.3.2. Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. »

Article 6 - Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié à SARP CENTRE EST.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :


- 1° Une copie du présent arrêté est déposé en mairie de Mâcon et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en mairie de Mâcon pendant une durée minimum d'un mois ;
- 3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois ainsi qu'au recueil des actes administratifs.

Article 7 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Mâcon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **29 DEC. 2025**

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

